

Communiqué de presse

Lors de sa réunion à Paris le 17 décembre 1999, la FESCO (Forum of European Securities Commission) qui réunit dix-sept autorités de contrôle des marchés de valeurs mobilières de l'Espace économique européen, parmi lesquelles la Commission de surveillance du secteur financier, a adopté deux documents de travail importants allant dans le sens de l'édiction de normes communes en matière de surveillance des marchés financiers.

La coopération des autorités de contrôle au sein de la FESCO, qui a été créée en décembre 1997, a pour objectif fondamental d'oeuvrer à l'édification d'un marché unique européen dans les services financiers en complément des actions entreprises en la matière par la Communauté européenne. Elle vise dans une plus large mesure à assurer la protection des investisseurs, l'efficacité, l'intégrité et la transparence des marchés ainsi que la sécurité globale du système financier.

Le premier document qui vient d'être adopté est intitulé "Standards for regulated markets". Il complète les exigences formulées par la directive 93/22 en matière de services d'investissement, en particulier en ce qui concerne l'accès au marché et les conditions d'opération sur le marché.

Le second document finalisé a pour titre "Market conduct standards for participants in an offering". Les règles de conduite qui y sont développées devraient entraîner une amélioration de la protection des investisseurs, notamment lors d'opérations transfrontalières, et contribuer à assurer l'intégrité des marchés.

Ces deux documents sont destinés à être intégrés par les membres de la FESCO dans leurs objectifs de surveillance et si possible, dans leur réglementation nationale.

Les personnes intéressées peuvent consulter les documents en question sur le nouveau site de la FESCO à l'adresse suivante: www.europefesco.org

Par ailleurs, la FESCO a établi son prochain plan de travail en créant trois nouveaux groupes d'experts "Primary market practices", "Alternative trading systems", "Market abuse".

Il a également été décidé de s'intéresser de près aux conséquences dans le domaine de la surveillance qu'implique la mise en place d'alliances boursières en Europe.